

Unité départementale du Bas-Rhin  
14 rue du Bataillon de Marche n°24  
BP 10001  
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 31/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 01/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**DE DIETRICH**

30 GRAND'RUE  
67110 ZINSWILLER

Code AIOT : 0006700571

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/10/2025 dans l'établissement DE DIETRICH implanté 30 GRAND RUE - 67110 ZINSWILLER. L'inspection a été annoncée le 09/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DE DIETRICH
- 30 GRAND RUE - 67110 ZINSWILLER
- Code AIOT : 0006700571
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société De Dietrich est spécialisée dans la fabrication d'équipements chaudronnés mécano-soudés à parois vitrifiées, employés dans la chimie fine, chimie et pharmacie. Le site de Zinswiller est dédié à la fabrication d'émail, à son application à l'intérieur de cuves en métal de différentes tailles assemblées sur place.

### **Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Installation de combustion moyennes
- Rejets atmosphériques
- Acétylène

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Conformités aux plans et données techniques	Arrêté préfectoral du 18/04/2006, article 2	Sans objet	/
2	Combustion - Modifications apportées à l'installation	Code de l'environnement article R.181-46	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Registre combustion	Arrêté ministériel du 02/01/2019, article 1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Installations de combustion - Mesure périodiques des rejets atmosphériques	Arrêté ministériel du 03/08/2018, article 6.3.I de l'annexe I	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Mesures périodique des rejets atmosphériques - autres installations	Arrêté préfectoral du 18/04/2006, article 8.4	Mise en demeure, respect de prescription, Prescriptions complémentaires	6 mois
6	Acétylène	Arrêté préfectoral du 18/04/2006, article 1	Sans objet	/
7	Stockage d'acétylène - distances	Arrêté préfectoral du 18/04/2006, article 18.3	Sans objet	/
8	Stockage d'acétylène	Arrêté préfectoral du 18/04/2006, article 18.3	Sans objet	/

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des dépassements des valeurs limites d'émissions sont constatés pour les rejets atmosphériques d'équipements en lien avec la production d'émail (four émaux et local de préparation).

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Conformités aux plans et données techniques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 18/04/2006, article 2
<b>Thème :</b> Situation administrative, /
<b>Prescription contrôlée :</b> « Les installations et leurs annexes sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers de demande et autorisation, en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et des règlements en vigueur. [...] »
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'inspection a vérifié la conformité au dossier de porter à connaissance déposé par l'exploitant le 16/02/2024 pour la création de halls de stockage pièces métalliques pour les points suivants : - "les hangars créés servent uniquement au stockage de pièces métalliques ; - ne comportent pas de stockages combustibles ou de produits liquides ; - ne seront pas raccordés au réseau d'eau potable ou à un autre type de réseau ; - seront uniquement raccordés au réseau électrique pour leur éclairage."

La visite n'a pas mis en évidence de non-conformités par rapport à ces éléments.
<b>Type de suite proposée :</b> Sans suite

## N° 2 : Combustion - Modifications apportées à l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R.181-46
<b>Thèmes :</b> Actions nationales 2025, Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b> « II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. »
<b>Constats :</b> D'après l'arrêté d'autorisation encadrant les installations classées de l'établissement (cf article 1 de l'arrêté préfectoral du 18/04/2006), les installations de combustion relevant de la rubrique 2910 disposent d'une puissance cumulée de 17,1 MW.  L'exploitant précise que les chaudières mentionnées dans l'arrêté d'autorisation n'existent plus et que le site dispose de nouvelles chaudières.  Ces données n'ont pas été portées à la connaissance du préfet.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Un porter à connaissance relatif à l'évolution des installations de combustion présentant les nouveaux équipements est attendu sous 3 mois.
<b>Type de suite proposée :</b> Avec suites
<b>Proposition de suite :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délai :</b> 3 mois

## N° 3 : Registre combustion

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 02/01/2019, article 1
<b>Thèmes :</b> Actions nationales 2025, Recensement installations des installations MCP
<b>Prescription contrôlée :</b> « Les informations demandées à l'article R. 515-114 du code de l'environnement sont déclarées par voie électronique sur le site internet <a href="https://demarches-simplifiees.fr/">https://demarches-simplifiees.fr/</a> . »
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas procédé à la télédéclaration des informations relatives à ses installations de combustion.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il appartient à l'exploitant de procéder, sous 3 mois, à la télédéclaration de ses installations.

<b>Type de suite proposée :</b> Avec suites
<b>Proposition de suite :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délai :</b> 3 mois

#### **N° 4 : Installations de combustion - Mesure périodiques des rejets atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 03/08/2018, article 6.3 I de l'annexe I
<b>Thèmes :</b> Actions nationales 2025, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> « I. L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 5 MW et une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, par un organisme agréé (...), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O <sub>2</sub> , SO <sub>2</sub> , poussières, NO <sub>x</sub> et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère. Pour les chaudières utilisant un combustible solide, l'exploitant fait également effectuer une mesure des teneurs en dioxines et furanes. »
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas procédé aux mesures des rejets atmosphériques pour ses équipements de combustion.
<b>Type de suite proposée :</b> Avec suites
<b>Proposition de suite :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délai :</b> 3 mois

#### **N° 5 : Mesures périodique des rejets atmosphériques - autres installations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 18/04/2006, article 8.4
<b>Thèmes :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> « Les effluents gazeux rejetés à l'atmosphère doivent respecter les valeurs maximales suivantes avant toute dilution :

Nature de l'installation/ identification de l'émissaire	Paramètres	Concentration mg/Nm <sup>3</sup>
1 Four de forge	SO <sub>2</sub>	35
	NO <sub>x</sub>	150
	Poussières	100
Exutoires Chaudière (4) : MOCK 3to, Wanson et 2 Amyatherm	SO <sub>2</sub>	35
	NO <sub>x</sub>	150
	Poussières	5
1 Four rotatif	SO <sub>2</sub>	35
	NO <sub>x</sub>	150
	Poussières	100
	Fluorures	
	Acide fluorhydrique	5
	Métaux totaux	5
Aspiration centralisée (fabrication émail)	Poussières	100
Exutoires (5) de Soudage-meulage	Poussières	100
Exutoires grenailleuse (3) : SECOMAT, LUCHAIRE et MATRASUR	Poussières	100
Préparation émail	COV	75
	Poussières	100
Cabine de pistolage 1 et 2	COV	75
	Poussières	100
Cabine de pistolage 3	COV	75
	Poussières	100
2 cabines de pistolage ouvertes	COV	75
	Poussières	100

Les valeurs en concentration s'appliquent à chacun des émissaires rejetant le même polluant.

#### Constats :

Lors de la visite, l'inspection a vérifié les rejets atmosphériques de deux équipements :

- **Cabine de peinture Coral gauche**  
Les résultats ne présentent pas de non-conformités (cf rapport d'analyses du 13/12/2024).
- **Four rotatif (également appelés four émaux)**  
Des dépassements sont relevés :
  - Oxydes d'azote (NOX) : **735 mg/Nm<sup>3</sup>** (limite autorisée : 150 mg/Nm<sup>3</sup>),
  - Fluorure d'hydrogène (HF) : **27 mg/Nm<sup>3</sup>** (limite autorisée : 5 mg/Nm<sup>3</sup>).

En complément, par courriel du 07/10/2025, l'exploitant a transmis les résultats des mesures réalisées sur 18 équipements à l'origine de rejets atmosphériques. Une non-conformité est relevée dans les résultats présentés pour l'équipement suivant :

- **Préparation émail/local mélangeur**  
Pour les **COVt** : 141 mg/Nm<sup>3</sup> (limite autorisée : 75 mg/Nm<sup>3</sup>)

L'exploitant a identifié la cause (problème de liaison entre le brûleur et la cuve de fusion) et a déjà engagé des travaux. Une nouvelle campagne de mesure est prévue fin octobre pour vérifier l'efficacité des mesures correctives mises en œuvre.

**Type de suite proposée :** Avec suites

**Proposition de suite :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délai :** 6 mois



## N° 6 : Acétylène

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 18/04/2006, article 1				
<b>Thèmes :</b> Situation administrative, /				
<b>Prescription contrôlée :</b> « [...] L'établissement comprend les installations classées répertoriées dans le tableau suivant :				
<b>Stockage ou emploi de l'acétylène.</b> La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 50 t.	1418-2	A (2 km)	1996  2005	576 kg +1 152 kg 1 728 kg
[...].				
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un contrat avec son fournisseur d'acétylène pour la location de 12 cadres de 144 KG soit 1728 kg maximum sur site. Il a transmis à l'appui un avenant à la convention de fourniture daté du 15/02/2022. Le fournisseur remplace les cadres au fur et à mesure en limitant le nombre à 12.				
<b>Type de suite proposée :</b> Sans suite				

## N° 7 : Stockage d'acétylène - distances

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 18/04/2006, article 18.3	
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Prévention des risques accidentels	
<b>Prescription contrôlée :</b> " L'installation doit être implantée à une distance d'au moins 8 mètres des limites de propriété » [...].	
<b>Constats :</b> L'emplacement du stockage est conforme à la prescription.	
<b>Type de suite proposée :</b> Sans suite	

## N° 8 : Stockage d'acétylène

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 18/04/2006, article 18.3	
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Prévention du risque incendie	
<b>Prescription contrôlée :</b> " (...) Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir l'accès libre aux installations. De plus, en l'absence de personnel d'exploitation, l'installation doit être rendue inaccessible aux personnes étrangères (clôture, fermeture à clef...). (...)."	
<b>Constats :</b> Les bouteilles d'acétylène sont normalement stockées dans un enclos grillagé fermé à clé. Lors de la visite, l'enclos était ouvert et accessible.  L'exploitant a immédiatement refermé l'enclos à clé et pris des dispositions auprès du personnel pour rappeler l'intérêt de cette mesure.	
<b>Type de suite proposée :</b> Sans suite	

